

AVRIL 2023

À QUI PROFITE LA GUERRE ?

Comment les entreprises
gazières tirent profit
de la guerre en Ukraine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF DU RAPPORT À QUI PROFITE LA GUERRE ? COMMENT
LES ENTREPRISES GAZIÈRES TIRENT PROFIT DE LA GUERRE EN UKRAINE

GREENPEACE

Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement citoyen engagé pour construire un monde durable et équitable.

Note publiée en avril 2023 par

Greenpeace France

13 rue d'Enghien 75010 Paris France

[Greenpeace.fr](https://www.greenpeace.fr)

Si vous avez des informations relatives à ce sujet, vous pouvez nous contacter à l'adresse investigation@greenpeace.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme sécurisée, vous pouvez vous connecter sur le site [Greenleaks](#).

Copyright et propriété intellectuelle

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle de tout ou partie des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sans autorisation préalable de Greenpeace est interdite. Notamment, aucune reprise et/ou utilisation et/ou diffusion ne peut être réalisée à des fins d'exploitation commerciale et/ou de promotion et/ou de publicité sans l'accord préalable et écrit de Greenpeace. Toutefois, Greenpeace autorise la reprise et/ou l'utilisation et/ou la diffusion des contenus, des résultats et/ou informations issus des documents publiés ou mis à disposition par Greenpeace sous réserve de la mention exacte de la source et uniquement à des fins universitaires, éducatives ou dans un cadre strictement non lucratif et de défense de l'intérêt général, et ce à condition que Lesdites utilisations ne contreviennent pas aux valeurs promues par Greenpeace. Il est à cet égard rappelé que Greenpeace est un réseau international d'organisations indépendantes qui agissent selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement, la biodiversité et promouvoir la paix, s'appuyant sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagés pour construire un monde durable et équitable.

Toute utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de ses contenus et/ou documents diffusés par Greenpeace est interdite, et notamment toute utilisation et/ou tentative d'utilisation de l'image de Greenpeace et/ou de sa dénomination et/ou de ses logos et/ou de ses travaux, contenus et documents visant à ou étant susceptible de laisser penser à un lien, un soutien, un parrainage, une publicité, une approbation, un agrément de Greenpeace (notamment d'un produit, d'une personne, d'une entreprise, d'un parti politique, d'un·e candidat·e à une élection) sans son autorisation préalable expresse est prohibée.

Toutes utilisations à des fins commerciales, ou à des fins autres que celles répondant aux objectifs de Greenpeace, du nom et/ou de la notoriété de Greenpeace constituent en outre des actes fautifs.

Sommaire

INTRODUCTION	5
POURQUOI CE GAZ EST SUPERFLU	7
LA CALAMITÉ DES COMBUSTIBLES FOSSILES	9
QUI EN PAIE LE PRIX ?	11
PAS DE PITIÉ POUR LE CLIMAT	12
POLLUTION DÉLOCALISÉE	14
ENCADRÉ FRANCE	16
NOS RECOMMANDATIONS	17

Introduction

Les entreprises gazières et les gouvernements profitent de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour enfermer l'Europe et les États-Unis dans leur dépendance aux combustibles fossiles.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022, a choqué le monde entier. En Europe, elle a rapidement déclenché une crise énergétique, les États européens tentant de s'assurer un approvisionnement en énergie non russe pour l'hiver.

Les opérateurs ont alors immédiatement mis en place ce que l'on appelle une « stratégie du choc » (*shock doctrine*) : ils ont changé de discours et de stratégie de lobbying, abandonnant l'angle de la « transition énergétique » au profit de la « sécurité énergétique ». Ils ont ainsi cyniquement profité de cette guerre pour effrayer les gouvernements et les pousser à investir massivement – et inutilement – dans les importations de gaz fossile et le développement des infrastructures gazières. Cette stratégie a eu pour effet de répondre à la crise à court terme de l'approvisionnement énergétique par un enfermement à long terme dans les combustibles fossiles, avec la construction de nouvelles infrastructures et la conclusion de nouveaux contrats de plusieurs décennies, mettant de fait en péril l'environnement, la transition énergétique et les objectifs climatiques aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.

Cette stratégie a porté ses fruits, puisque le plan REPowerEU, adopté par l'UE en réponse à la crise du gaz, destine environ 10 milliards d'euros au financement d'infrastructures gazières¹. Ainsi, huit terminaux pour le gaz liquéfié sont en construction, et 38 autres ont été proposés².

Le remplacement du gaz russe acheminé par pipelines a eu comme conséquence l'envol des importations par voie maritime de gaz liquéfié (aussi appelé GNL) en provenance des États-Unis. Par conséquent, les opérateurs d'infrastructures gazières, les négociants en énergie et les entreprises gazières ont décrété que

¹ **Commission européenne**, Plan REPowerEU (2022)

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=165303374248&uri=COM%3A2022%3A230%3AFIN>

² **Global Energy Monitor**, *Europe Gas Tracker Report* (2023)

<https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-Europe-Gas-Tracker-Report-2023.pdf>

l'importation de gaz liquéfié constituait la réponse à la crise et ce, pour plusieurs décennies. Cette expansion du GNL menace la santé des populations vivant à proximité des terminaux d'exportation, des sites d'extraction et des gazoducs, tout en compromettant la réalisation des objectifs mondiaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les actionnaires des cinq plus grandes compagnies pétrolières et gazières du monde ont d'ailleurs réalisé des bénéfices records en 2022 : 192 milliards d'euros au total, dont 94 milliards ont été redistribués aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions³.

³ **Global Witness**, Crisis year 2022 brought \$134 billion in excess profit to the West's five largest oil and gas companies (2023)

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/fossil-gas/crisis-year-2022-brought-134-billion-in-excess-profit-to-the-west-s-five-largest-oil-and-gas-companies>

Pourquoi ce gaz est superflu

Principales constatations

- Les entreprises gazières profitent du choc qu'a provoqué l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour affaiblir les réglementations, promouvoir de nouvelles propositions visant à augmenter les importations de gaz liquéfié et pousser les États-Unis et l'Europe à conclure des contrats sur 15 à 20 ans. Et ce, aux dépens des objectifs climatiques, des communautés locales et des investisseurs.
- En réalité, la plupart des projets proposés ne pourront pas être opérationnels à temps pour éviter les pénuries d'énergie à court terme provoquées par la guerre en Ukraine. La plupart de ces projets ne se concrétiseront qu'en 2026, ce qui sera trop tard pour compenser l'insuffisance de l'offre actuelle.
- Les États-Unis ont approuvé des projets qui, s'ils sont réalisés, doubleront leur capacité d'exportation de gaz liquéfié pour la porter à 439 milliards de mètres cubes par an, avec des émissions annuelles (tout au long de leur cycle de vie) équivalentes à celles de 393 millions de voitures⁴. D'ici à 2030, les exportations américaines de gaz liquéfié pourraient à elles seules dépasser les volumes mondiaux estimés acceptables par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans des scénarios net zéro 2050⁵.
- Les importations européennes de gaz liquéfié en provenance des États-Unis ont bondi de 140 % en 2022⁶. La France était responsable de près du quart de ces importations, suivie de près par le Royaume-Uni et l'Espagne. En parallèle, des projets de construction de nombreux terminaux d'importation de GNL sont adoptés à la hâte.

⁴ **Sierra Club** *US LNG Export Tracker* <https://www.sierraclub.org/dirty-fuels/us-lng-export-tracker>

⁵ <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>, Figure 4.17

⁶ Voir notre rapport, chapitre *Europe becoming the first customer for US LNG (L'Europe devient la première acheteuse de GNL américain)*.

- Actuellement, huit terminaux de gaz liquéfié sont en construction en Europe et 38 autres ont été proposés. Ces terminaux, s'ils sont construits, émettront chaque année 950 millions de tonnes d'équivalent CO₂⁷.
- En dépit de cette explosion des importations et des projets d'infrastructures, le taux d'utilisation de la capacité de regazéification existante en Europe n'atteignait que 63 % en 2022⁸.
- Pour respecter leurs engagements climatiques les politiques européennes devraient prévoir l'abandon progressif du gaz liquéfié avant 2030 et de tout gaz fossile d'ici 2035.

⁷ **Global Energy Monitor**, *Europe Gas Tracker Report* (2023)

<https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-Europe-Gas-Tracker-Report-2023.pdf>

⁸ Voir notre rapport, chapitre *Unneeded Lock-in (Un enlissement inutile)*.

La calamité des combustibles fossiles

La crise énergétique que traverse l'UE découle de la nécessité de renoncer au pétrole et au gaz russes à court terme. Mais cette situation et les réponses qui y sont apportées ne tiennent pas compte d'une autre crise bien plus grave : celle du dérèglement climatique. Les pistes qui permettraient de maintenir l'augmentation de la température mondiale moyenne sous la barre de 1,5°C indiquent que l'Europe doit réduire à zéro sa consommation de gaz d'ici 2035⁹. Il nous faut donc renoncer entièrement au gaz, et pas seulement au gaz russe.

Cependant, les États européens ont annoncé des plans visant à augmenter leur capacité d'importation de gaz liquéfié de 227 milliards de mètres cubes par an dans les années à venir¹⁰, ce qui reviendra à plus que doubler leur capacité actuelle d'importation de GNL¹¹.

Les États-Unis ont des ambitions similaires : ils ont approuvé des projets qui leur permettront de multiplier par plus de deux leur capacité d'exportation, et de nombreux autres projets sont à l'étude¹². Cette prolifération de terminaux d'exportation américains a été financée par des banques européennes¹³ et rendue

⁹ <https://climateactiontracker.org/countries/eu/>

¹⁰ <https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2022/12/GEM-EU-LNG-Briefing-2022.pdf>
<https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-Europe-Gas-Tracker-Report-2023.pdf>

¹¹ <https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/lng-infrastructure-in-the-eu/>

¹² Leur capacité d'exportation actuelle s'élève à 145 milliards de mètres cubes ; les trois projets dont la construction a commencé la porteront à 203 milliards de mètres cubes. Si l'on ajoute Port Arthur LNG, Plaquemines Phase 2, l'expansion approuvée des trains de liquéfaction de Freeport et Cameron et les 10 terminaux approuvés dans le Tableau 4, soit 236 milliards de mètres cubes, on obtient un total de 439 milliards de mètres cubes. Ce calcul se base sur la capacité nominale maximale pour les terminaux existants et sur la capacité nominale prévue pour les terminaux proposés, telles que transmises à la base de données sur la capacité de liquéfaction de l'Agence américaine pour l'information sur l'énergie, converties en milliards de mètres cubes par an. EIA, <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=53719>

¹³ Voir notre rapport, chapitre *Our banks are still investing in fracking* (Nos banques continuent à investir dans la fracturation hydraulique).

possible par la négociation d'accords d'approvisionnement à long terme avec les acquéreurs et négociants en énergie européens¹⁴.

Pourtant, toutes ces infrastructures ne permettront pas de répondre aux besoins à court terme de l'Europe. Les capacités actuelles des États-Unis leur permettent déjà d'intensifier leurs exportations de gaz liquéfié vers l'Europe pour pallier temporairement l'insuffisance de l'approvisionnement en gaz à court terme¹⁵. Les nouveaux terminaux de gaz liquéfié, qui seront mis en service au mieux en 2026, ne contribueront pas à résoudre la crise énergétique actuelle ; ils ne feront qu'aggraver fortement la crise climatique et faire grimper les bénéfices des entreprises du secteur des combustibles fossiles.

¹⁴ Voir notre rapport, chapitres *Contracted lock-in – tackling a short-term problem with long-term contracts (Un enlèvement sous contrat – La résolution d'un problème à court terme par des contrats à long terme)* et *Export terminals in the US – backed by European contracts (Les terminaux d'exportation des États-Unis, soutenus par des contrats européens)*.

¹⁵ **IEEFA**, *The US Can Increase LNG Exports to Europe* (2022)

https://ieefa.org/wp-content/uploads/2022/04/The-US-Can-Increase-LNG-Exports-to-Europe_April-2022.pdf

Qui en paie le prix ?

En 2022, alors que le monde se relevait à peine de la crise du COVID et que notre planète connaissait de nombreuses guerres, famines et autres catastrophes liées à la crise climatique, les cinq plus grosses entreprises du secteur énergétique (BP, Chevron, ExxonMobil, Shell et TotalEnergies) ont enregistré des bénéfices records à hauteur de 192 milliards d'euros¹⁶, soit environ le double de leurs bénéfices de 2021¹⁷.

Aux quatre coins du monde, des familles ont sombré dans la pauvreté, des subventions publiques ont été annoncées et des programmes d'aide ont été mis en place. Dans l'UE, 71 % des gens affirment avoir réduit leurs dépenses en nourriture et en articles d'usage courant¹⁸. Aux États-Unis, un quart des personnes interrogées lors d'un sondage ont affirmé avoir renoncé à des dépenses de première nécessité comme la nourriture ou des médicaments afin de payer leurs factures d'énergie¹⁹.

En outre, l'expansion du GNL a d'importantes incidences sur la santé et la sécurité des populations locales. Tout en interdisant des méthodes néfastes comme la fracturation hydraulique sur leur territoire²⁰, les pays européens encouragent le recours à ces méthodes aux États-Unis pour étancher leur soif d'énergie. Au Texas,

¹⁶

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/fossil-gas/crisis-year-2022-brought-134-billion-in-excess-profit-to-the-west-five-largest-oil-and-gas-companies/>

Conversion de 209 milliards de dollars en euros réalisée le 29/03/23

https://www.ecb.europa.eu/stats/policy_and_exchange_rates/euro_reference_exchange_rates/html/eurofxref-graph-usd.fr.html

¹⁷ Voir notre rapport, chapitre *Profits for the gas industry* (Les bénéfices de l'industrie gazière).

¹⁸ **Corporate Europe Observatory**, *How the gas lobby is fuelling the cost-of-living crisis* (2022)

<https://corporateeurope.org/en/2022/11/how-gas-lobby-fuelling-cost-living-crisis> et **Bloomberg**, *Soaring Cost-of-Living Crisis Brings Back 1970s Shopping Habits* (2022)

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-24/soaring-cost-of-living-crisis-brings-back-1970s-shopping-habits?leadSource=uverify%20wall>

¹⁹ **US Census Bureau**, *Week 48 Household Pulse Survey: July 27 - August 8* (2021)

<https://www.census.gov/data/tables/2022/demo/hhp/hhp48.html>

²⁰ Voir notre rapport, chapitre *We know fracking is harmful, we banned it* (Nous savons que la fracturation hydraulique est néfaste et nous l'avons interdite).

au Nouveau-Mexique et en Louisiane, l'extraction et le transport de gaz liquéfié ont engendré une détérioration de la qualité de l'air, une contamination de l'eau et une augmentation du risque de maladies respiratoires, de problèmes à la naissance et de cancers dans ces populations, dont beaucoup sont majoritairement racisées, autochtones et ont de faibles revenus.²¹

²¹ Voir notre rapport, chapitre *Suffocating Communities* (Des communautés qui étouffent).

Pas de pitié pour le climat

Ces investissements dans des pipelines et des terminaux ainsi que ces contrats à long terme nous enferment dans toujours plus de carbone et de méthane et rendront la décarbonisation plus difficile sur les plans politique, économique et social. Les émissions de gaz à effet de serre produites sur l'ensemble du cycle de vie du gaz liquéfié sont plus élevées que celles du gaz transporté par pipeline. Le gaz liquéfié contribue donc plus fortement au dérèglement climatique. D'après *Global Energy Monitor*, si les terminaux de GNL en cours de construction ou actuellement proposés dans l'UE entrent en production, cela entraînera l'émission de 950 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an²².

L'impact environnemental et climatique controversé de ces contrats les place au centre d'une controverse qui a entraîné le recours, des deux côtés de l'Atlantique, à de nombreuses pratiques relevant du greenwashing, comme des programmes de « certification » du gaz²³, des argumentaires de vente comme le « prêt à l'hydrogène » (*hydrogen ready*)²⁴ et à l'affirmation répétée que le gaz est une « énergie propre ». Comme en témoigne ce rapport, le gaz liquéfié n'est ni « propre », ni « nécessaire », et encore moins « souhaité ».

Bien que la transition énergétique demande des efforts et des investissements considérables, la réalité montre que la réduction de la demande, l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables de moins en moins chères constituent clairement la voie à suivre²⁵.

Le développement du gaz liquéfié imposé aux USA et à l'Europe constitue une catastrophe à long terme plutôt qu'une solution à court terme.

²² **Global Energy Monitor**, *Europe Gas Tracker Report* (2023)

<https://globalenergymonitor.org/wp-content/uploads/2023/03/GEM-Europe-Gas-Tracker-Report-2023.pdf>

²³ Voir notre rapport, encadré *Cheniere's dirty business* (*Le sale business de Cheniere*).

²⁴ Voir notre rapport, encadré *Locking us in using trojan horses* (*Pris au piège de chevaux de Troie*).

²⁵

https://www.greenpeace.org/static/planet4-sweden-stateless/2022/12/a582612c-eu-crisis-scenario-2022_12_15_fi_nal_gp.pdf

Pollution délocalisée

L'une des caractéristiques les plus scandaleuses de ce gaz liquéfié est sa méthode de production. La majeure partie du gaz liquéfié acheté aux États-Unis est obtenue par fracturation hydraulique²⁶. Or, bon nombre de banques européennes qui financent les terminaux de gaz liquéfié américain ont adopté une politique qui exclut la fracturation hydraulique de leurs activités bancaires. L'étude de cas de notre rapport montre que toutes les banques impliquées, à une exception près, ont bien adopté une telle politique²⁷. Pratiquement tous les pays d'Europe qui importent du gaz liquéfié des USA ont par ailleurs interdit la fracturation hydraulique sur leur propre territoire²⁸. Des recherches de plus en plus nombreuses associent en effet la proximité des activités pétrolières et gazières à des problèmes de santé²⁹ tels que des symptômes respiratoires (p. ex. de l'asthme)³⁰, des cancers³¹, des problèmes de natalité³², etc.

²⁶

https://www.foodandwatereurope.org/wp-content/uploads/2023/03/Fracking_Coming_To_Your_Doorstep2022-1.pdf

²⁷ Voir notre rapport, chapitre *Our banks are still investing in fracking* (Nos banques continuent à investir dans la fracturation hydraulique).

²⁸ Voir notre rapport, chapitre *We know fracking is harmful, we banned it* (Nous savons que la fracturation hydraulique est néfaste et nous l'avons interdite).

²⁹ D. Michanowicz, E. Lebel, J. Domen, L.A. Hill, J. Jaeger, J. Schiff, E. Krieger, Z. Banan, J. Goldman, C. Nordgaard, S.B.C. Shonkoff, *Methane and Health-Damaging Air Pollutants from the Oil and Gas Sector: Bridging 10 Years of Scientific Understanding*, 2021. [En ligne] **PSE Healthy Energy**, <https://www.psehealthyenergy.org/our-work/publications/archive/methane-and-health-damaging-air-pollutants-from-the-oil-and-gas-sector-bridging-10-years-of-scientific-understanding/>

³⁰ B. Shamasunder, A. Collier-Oxandale, J. Blickley, J. Sadd, M. Chan, S. Navarro, M. Hannigan, N.J. Wong, *Community-Based Health and Exposure Study around Urban Oil Developments in South Los Angeles*, Int. J. Environ. Res. Public Health 15:1 (2018) 138. <https://doi.org/10.3390/ijerph15010138>.

³¹ L.M. McKenzie, B. Blair, J. Hughes, W.B. Allshouse, N.J. Blake, D. Helmig, P. Milmoie, H. Halliday, D.R. Blake, J.L. Adgate, *Ambient Nonmethane Hydrocarbon Levels Along Colorado's Northern Front Range: Acute and Chronic Health Risks*, Environ. Sci. Technol. 52:8 (2018) 4514-4525. <https://doi.org/10.1021/acs.est.7b05983>

³² D.J.X. Gonzalez, A.R. Sherris, W. Yang, D.K. Stevenson, A.M. Padula, M. Baiocchi, M. Burke, M.R. Cullen, G. Shaw, *Oil and gas production and spontaneous preterm birth in the San Joaquin Valley, CA: A case-control study*, **Environmental Epidemiology**, 4:4 (2020) e099. <http://doi.org/10.1097/EE9.0000000000000099>

Aux États-Unis, tous les terminaux en fonctionnement et en construction, à une exception près, sont situés à proximité de « communautés défavorisées », selon la définition du Sierra Club³³.

Un recueil des recherches scientifiques et médicales sur les impacts de la fracturation hydraulique aux États-Unis a résumé ainsi ses conclusions : « Notre enquête n'a trouvé aucune preuve que la fracturation hydraulique peut être pratiquée de telle sorte qu'elle ne menace pas directement la santé humaine et qu'elle ne mette pas en péril la stabilité climatique dont dépend la santé publique »³⁴.

Les données de l'évaluation des polluants atmosphériques réalisée par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) montrent que 236 comtés, totalisant 14 millions d'habitantes, « sont confrontés, en raison de la pollution pétrolière et gazière, à un risque de cancer qui dépasse le seuil de préoccupation d'un sur un million fixé par l'EPA »³⁵.

Comme le dit John Beard, défenseur de la communauté de la région de Port Arthur : « Les Européennes ne doivent pas croire que le gaz exporté de ma communauté est synonyme de liberté. Tout se paie, de toute façon... vous en paierez le prix. Il va vous coûter plus cher que vous ne le pensez, et vous en ferez les frais à long terme. Plus vous en consommerez, plus il mettra en péril votre vie et votre santé, et la vie et la santé de l'ensemble de la population mondiale. Le changement climatique est bien réel »³⁶.

³³ **Sierra Club**, *LNG Export Tracker, Environmental Justice and Emissions tab*.

<https://www.sierraclub.org/dirty-fuels/us-lng-export-tracker>

³⁴ **Physicians For Social Responsibility (PSR)**, *Compendium of Scientific, Medical, and Media Findings Demonstrating Risks and Harms of Fracking and Associated Gas and Oil Infrastructure* (2022).

<https://psr.org/resources/fracking-compendium-8/>

³⁵ H. Patel, L. Feldman, *Fossil Fumes (2022 update): A public health analysis of toxic air pollution from the oil and gas industry*, 2022. **Clean Air Task Force**

<https://cdn.catf.us/wp-content/uploads/2016/06/14175846/fossil-fumes-report-2022.pdf>

³⁶ Voir notre rapport, chapitre « Conclusions ».

Encadré France

Pour la France, le pays européen le plus dépendant au gaz de schiste américain :

Emmanuel Macron a annoncé en février 2022 que la France deviendrait en 30 ans la première grande nation à sortir des énergies fossiles. Pourtant, la politique énergétique mise en place par le gouvernement français est en complète contradiction avec ces annonces.

Les importations de GNL ont certes considérablement augmenté dans toute l'Europe mais surtout en France, pays qui est devenu le 1^{er} importateur mondial de GNL américain en 2022. A l'échelle européenne (en incluant le Royaume-Uni), ce sont 68,96 bcm (milliards de mètres cubes) de GNL américain qui ont été importés en 2022 et la France représente presque un quart de ces importations (23,5 %), suivie par le Royaume-Uni (19 %) et l'Espagne.

Le GNL américain représente 50 % du GNL livré en France en 2022, avec 16,2 bcm venant des Etats-Unis, 7,4 bcm de Russie, 4,4 bcm d'Algérie, 2,2 bcm du Qatar, 1,3 bcm du Nigéria, 1,1 bcm d'Angola, 1,1 bcm de Norvège, 0,8 bcm d'Egypte et 0,4 bcm de Trinidad.

La raison évoquée par le gouvernement français pour justifier cette politique serait la guerre en Ukraine et la nécessité d'assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques. En réalité, l'augmentation importante des importations de GNL américain en France et au sein de l'UE avait commencé bien avant le début de la guerre en Ukraine.

La trajectoire de cette politique énergétique semble s'installer plutôt sur le long terme que sur une courte période de crise (pendant les hivers 2022 et 2023). En effet, il est prévu que les exportations américaines continuent d'augmenter, engendrant le développement de capacités de liquéfaction et d'exportation supplémentaires aux Etats-Unis. De plus, la France va se doter en septembre 2023 d'une

nouvelle infrastructure gazière avec le terminal flottant (FSRU Cape Ann affrété par TotalEnergies), dans le port du Havre, pour une durée de 5 ans, et compte investir dans l'extension ou le dégoulottage de certains terminaux existants (la France possède déjà quatre terminaux d'importation de GNL sur son territoire).

Le premier bénéficiaire de cette politique en France reste la compagnie pétro-gazière TotalEnergies, troisième acteur mondial du GNL et 1^{er} exportateur de GNL américain. TotalEnergies est présente sur l'ensemble de la chaîne du GNL, en amont avec de l'extraction par fracturation hydraulique aux États-Unis, via des participations dans des usines de liquéfaction, dans le transport, la regazéification, le trading et la distribution aux clients finaux. TotalEnergies va également bénéficier de 50 % des capacités de regazéification du terminal du Havre.

Enfin, la France et l'Europe ont plongé la tête la première dans cette nouvelle course aux importations de GNL américain en mettant de côté leurs engagements climatiques, étant donné que le gaz américain est essentiellement produit par fracturation hydraulique, une technologie largement interdite en France et dans l'Union européenne pour des raisons environnementales. L'Union européenne, en passant de la dépendance russe à la dépendance américaine, maintient avant tout son addiction aux énergies fossiles, avec les risques climatiques et géopolitiques que cela implique.

Nos recommandations

L'arrêt progressif des exportations américaines de combustibles fossiles doit s'accompagner de mesures solides du côté de la demande afin de réduire et, à terme, de mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles en Europe et dans d'autres marchés importateurs. L'arrêt de l'expansion du gaz nécessite des politiques fortes : nous devons limiter les dommages tout au long de la chaîne d'approvisionnement en gaz, réduire la demande de gaz et encourager le développement rapide des énergies renouvelables.

Pour l'Europe

Changer le système

- Exclure les combustibles fossiles des cercles de décisions politiques : mettre un terme à l'accès du secteur aux responsables politiques et aux conflits d'intérêts, bannir les représentants du secteur fossile des négociations sur le climat et refuser les partenariats avec le secteur fossile.
- Mettre fin au rôle privilégié du groupe de pression du gaz, *European Network of Transmission System Operators for Gas* (ENTSOG), dans les décisions de l'UE.
- Garantir une transparence totale sur toutes les données disponibles concernant le gaz entrant, traversant et quittant l'UE.
- Renforcer et mettre en œuvre les réglementations relatives au devoir de diligence (*due diligence*) au niveau européen et national.

Sortir progressivement du gaz

- Mettre en place des mesures de réduction contraignantes et permanentes pour la consommation de gaz au niveau européen et national.
- Viser la neutralité carbone d'ici 2040, tant dans l'UE qu'aux États-Unis.

- S'engager à sortir du gaz fossile d'ici 2035. Compte tenu de son intensité en carbone plus élevée et des risques de fuite de méthane, le GNL importé devrait être éliminé en priorité.
- Annuler tous les projets de construction de nouveaux terminaux GNL ou d'extension des terminaux existants.
- Bloquer les nouveaux contrats à long terme pour la fourniture de GNL et empêcher le renouvellement des contrats actuels.
- Prendre en considération les émissions de gaz à effet de serre plus élevées du GNL (par rapport au gaz acheminé par gazoduc) dans les choix de politiques énergétiques.
- Évaluer de façon critique les projets relatifs à l'hydrogène et d'autres propositions venant du secteur des énergies fossiles.

S'engager en faveur d'un système énergétique durable

Structurer la politique énergétique autour de l'arsenal de plus en plus important de mesures qui peuvent répondre à la demande d'énergie sans dépendre du gaz fossile : objectifs contraignants de réduction de la demande, efficacité énergétique et développement massif des énergies renouvelables.

Economie d'énergie

- Assurer la rénovation et l'isolation thermiques des bâtiments pour les économies d'énergies. Ce faisant, soutenir en priorité les groupes de population les plus vulnérables et à faibles revenus.
- Dans le même temps, fournir le soutien financier nécessaire aux groupes vulnérables afin qu'ils puissent au moins satisfaire leurs besoins essentiels en énergie. Priver les fournisseurs d'énergie du droit de couper les ménages (particulièrement vulnérables) du réseau lorsqu'ils ne peuvent pas payer leurs factures.
- Investir massivement dans le développement et la production d'énergies renouvelables sur tous les sites publics, commerciaux et industriels.

Production d'énergie

- Partout où c'est possible, rendre les processus industriels circulaires et électriques. Ce faisant, donner toujours la priorité aux économies d'énergie.

Industrie

- Taxer les profits des combustibles fossiles afin que les investissements pour la transition énergétique ne soient pas répercutés sur les citoyen·nes et le reste de l'économie.

Taxe des superprofits

- Interdire les dispositifs d'aide non soumis à des conditions de revenu pour les dépenses liées aux énergies fossiles

Autres

- Exclure les projets de production et d'infrastructure d'énergies fossiles de la liste des projets d'intérêt communautaire.
- Retirer le gaz de la taxonomie.

Pour les États-Unis

Aligner les exportations de GNL sur des objectifs climatiques ambitieux

- Interdire les permis pour les nouveaux projets d'infrastructure qui augmentent les émissions de gaz à effet de serre ou qui aggravent la crise climatique. Cela signifie que les nouveaux pipelines ou les nouveaux terminaux d'exportation de GNL doivent être refusés.
- Mettre fin à l'autorisation fédérale pour toutes les exportations de GNL à partir de terminaux existants ou déjà approuvés qui sont incompatibles avec l'objectif climatique de 1,5°C, exacerbent la pauvreté énergétique aux États-Unis ou présentent des risques pour la santé des communautés avoisinantes.

- Le président Biden devrait mettre à profit son leadership mondial pour soutenir la fin du financement public international des combustibles fossiles (y compris le GNL) lors des réunions du G7, du G20 et de la COP28.

Protéger le climat et les communautés impactées

- Mettre en place un plan de transition énergétique daté et chiffré pour la sortie effective des énergies fossiles et des infrastructures associées.
- Supprimer les subventions fédérales aux combustibles fossiles.
- Interdire l'octroi de nouvelles concessions et de nouveaux permis d'exploitation de combustibles fossiles sur les terres et les eaux publiques, et supprimer progressivement les baux existants.
- Introduire des réglementations visant à éliminer les émissions de méthane et le "torchage" des installations pétrolières et gazières (*flaring*).
- Mettre en œuvre une politique globale *No Pollution Hotspots* visant à réduire la pollution de l'air et de l'eau dans les communautés polluées.
- Adopter le *Environmental Justice for All Act* afin d'offrir des recours aux citoyens, d'améliorer les outils de cartographie de l'équité, d'étendre les programmes de subvention et de renforcer la consultation avec les communautés concernées.
- S'appuyer sur les mesures d'incitation en faveur des énergies renouvelables prévues par le *Inflation Reduction Act* pour créer un *Green New Deal*. Celui-ci devrait flécher des milliers de milliards de dollars d'investissements publics dans la création de millions d'emplois verts, la réparation des injustices du passé et l'amélioration de la situation des travailleur·ses et des communautés dépendantes de l'énergie pendant la transition.